



**IRDA PARIS**

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Mercredi 28 juin 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
199<sup>e</sup> année  
29 juin 2023  
n° 24 / 8001<sup>e</sup>  
pages 1217 à 1256



Version numérique incluse\*



322324



9 782993 223246

## ÉDITORIAL

1217 Des sciences et de la recherche, *Didier Guével*

## ACTUALITÉS

- 1220 Prêt (devoir d'information) : rachat de contrats d'assurance vie
- 1220 Cautionnement (disproportion) : notion de créancier professionnel
- 1221 Bail commercial (Covid-19) : obligation de payer le loyer
- 1221 Société par actions simplifiée (actions) : cession forcée en cas d'exclusion
- 1221 Dirigeant social (révocation) : action en justice contre la société
- 1222 Responsabilité civile (garde de la chose) : chute sur une plaque de verglas
- 1222 Legs (légataire particulier) : action en délivrance du legs
- 1223 Circulation routière (stupéfiants) : dérivé du cannabis
- 1224 Agression sexuelle (mineur) : suspension de la prescription
- 1224 Détention provisoire (mise en liberté) : impartialité du juge

## POINT DE VUE

1225 Sauver le vin de la réforme du droit des contrats spéciaux ?, *Ronan Raffray*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1235 **Panorama** : Droit constitutionnel, *Émilie Debaets et Nathalie Jacquinet*
- 1247 **Notes** : Les « associations » d'avocats : des sociétés créées de fait, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 8 mars 2023, *Jean-Jacques Daigre et Christiane Kaunan*
- 1252 Déclaration pour le compte du créancier : nom et montant suffisent, note sous Com. 8 févr. 2023, *Julie Levy et Thibault de Ravel d'Esclapon*

## ENTRETIEN

1256 Jean-Luc Vallens – Vers une nouvelle réforme de la justice commerciale ?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
STÉPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HÉLÈNE HOCH

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESBATS,  
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

## RÉDACTION

### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

### - RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### - ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction : Veronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2023

### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Didier Guével

1217

Des sciences et de la recherche



1220

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Prêt (devoir d'information) : rachat de contrats  
d'assurance vie, Com. 21 juin 2023

Cautionnement (disproportion) : notion de créancier  
professionnel, Com. 21 juin 2023

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (Covid-19) : suspension de la clause  
résolutoire, Civ. 3<sup>e</sup>, 15 juin 2023

Bail commercial (Covid-19) : obligation de payer  
le loyer, Civ. 3<sup>e</sup>, 15 juin 2023

Société et marché financier

Société par actions simplifiée (associé) : devoir  
de loyauté et abus d'égalité, Com. 21 juin 2023

Société par actions simplifiée (actions) : cession  
forcée en cas d'exclusion, Com. 21 juin 2023

Dirigeant social (révocation) : action en justice  
contre la société, Com. 21 juin 2023

1222

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Responsabilité civile (garde de la chose) : chute  
sur une plaque de verglas, Civ. 2<sup>e</sup>, 15 juin 2023

Conseil en gestion de patrimoine : manquement  
au devoir d'information, Com. 21 juin 2023

Famille-Personne-Succession

Legs (légataire particulier) : action en délivrance  
du legs, Civ. 1<sup>re</sup>, 21 juin 2021

Divorce (prestation compensatoire) : application  
de la loi du 26 mai 2004, Civ. 1<sup>re</sup>, 21 juin 2021

1223

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

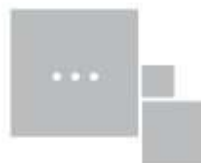
Droit pénal

Circulation routière (stupéfiants) :  
dérivé du cannabis, Crim. 21 juin 2023

Procédure pénale

Agression sexuelle (mineur) : suspension  
de la prescription, Crim. 21 juin 2023

Détention provisoire (mise en liberté) :  
impartialité du juge, Crim. 21 juin 2023



## POINT DE VUE

1225

Sauver le vin de la réforme  
du droit des contrats spéciaux ?  
par Ronan Raffray



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1227

Les distributions aux associés en dehors  
de l'assemblée d'approbation des comptes  
par Dorothee Gallois-Cochet et Clément Barillon

### PANORAMA

1235

Droit constitutionnel  
janvier 2022 – décembre 2022  
par Emilie Debaets et Nathalie Jacquinet

### NOTES

1247

Les « associations » d'avocats :  
des sociétés créées de fait,  
note sous *Cv. 1<sup>re</sup>*, 8 mars 2023  
par Jean-Jacques Daigre et Christiane Kaunan

1252

Déclaration pour le compte du créancier :  
nom et montant suffisent, note sous *Com. 8 févr. 2023*  
par Julie Levy et Thibault de Ravel d'Esclapon



## ENTRETIEN

1256

Jean-Luc Vallens – Vers une nouvelle réforme  
de la justice commerciale ?

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard ([a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr](mailto:a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr)), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

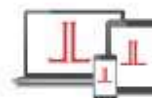
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (préférences entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revue.fr](http://Dalloz-Revue.fr)

## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### **Quelle que soit la date de la promesse unilatérale de vente, la rétractation par le promettant est inefficace**

Cass. com. 15-3-2023 n° 21-20.399 FS-B : Décisions 363

Comme les autres chambres de la Cour de cassation, la chambre commerciale revient sur sa jurisprudence antérieure et refuse à celui qui a consenti une promesse unilatérale de vente la faculté de se rétracter, sauf clause contraire de la promesse.

### **Absence de responsabilité de l'entrepreneur du fait des prestataires**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 13-4-2023 n° 21-24.985 FS-B : Décisions 370

En l'absence de relation de sous-traitance entre une entreprise et le loueur d'une grue, l'entreprise n'est pas contractuellement responsable à l'égard du maître de l'ouvrage des dommages causés par la grue lors de son évacuation par le loueur.

### **Sort de la clause d'agrément prévue dans les statuts d'une SA en cas de modification législative ultérieure**

Cass. com. 15-3-2023 n° 21-15.393 F-D : Décisions 380

Pour appliquer la règle instituée en 2004 autorisant l'agrément des cessions entre actionnaires aux SA antérieurement constituées, le juge doit rechercher si les rédacteurs de la clause d'agrément statutaire ont eu l'intention de la soumettre à toute modification légale ultérieure.

### **La sentence arbitrale condamnant un débiteur en procédure collective n'est pas susceptible d'exequatur**

Cass. com. 8-2-2023 n° 21-15.771 F-B : Décisions 392

Une sentence arbitrale condamnant un débiteur à payer une créance antérieure à l'ouverture de sa procédure collective ne peut pas être revêtue de l'exequatur si le créancier a saisi l'arbitre après cette ouverture.

### **Suspension d'une saisie immobilière en cas de redressement judiciaire du débiteur saisi**

Cass. com. 8-3-2023 n° 21-18.722 FS-B : Décisions 393

L'ouverture d'un redressement judiciaire contre un débiteur qui fait l'objet d'une saisie immobilière en cours suspend cette procédure mais ne l'arrête pas, de sorte que les actes

d'exécution forcée intervenus avant l'ouverture ne sont pas rétroactivement anéantis.

## **Quand la banque n'a pas à mettre en garde le nouveau dirigeant de la société emprunteuse**

Cass. com. 4-1-2023 n° 15-20.117 F-B : Décisions 397

Lors de l'octroi d'un prêt à une holding créée pour racheter une société, la banque n'a pas à mettre en garde le dirigeant de la holding, ancien salarié de la société cible, qui a acquis dans cette dernière des compétences pour apprécier l'endettement résultant du prêt.

## **La banque qui confirme un crédit documentaire peut exécuter son engagement de payer par compensation**

Cass. com. 15-3-2023 n° 20-23.552 FS-B : Décisions 398

L'autonomie du crédit documentaire n'empêche pas la banque ayant confirmé un tel crédit et appelée à exécuter son engagement de paiement d'opposer au bénéficiaire la compensation entre sa dette et une créance qu'elle détient sur lui.

## **L'avaliste ne peut pas reprocher à la banque la violation d'un devoir général d'information**

Cass. com. 5-4-2023 n° 21-17.319 F-B : Décisions 400

L'aval d'un billet à ordre étant un engagement cambiaire gouverné par les règles propres du droit du change, l'avaliste d'un billet à ordre ne peut pas rechercher la responsabilité de la banque pour manquement au devoir général d'information posé par le Code civil.

## **La clause de déchéance du terme d'un crédit immobilier qualifiée de clause abusive**

Cass. 1<sup>er</sup> civ. 22-3-2023 n° 21-16.044 FS-B : Décisions 403

Est abusive la clause d'un contrat de crédit immobilier qui prévoit, sans mise en demeure préalable ou préavis d'une durée raisonnable, la déchéance du terme du contrat en cas de défaut de paiement d'une échéance à sa date.

# Revue Lamy de la concurrence

## Dossier : L'assistance du franchiseur, pilier du système de franchise

*François-Xavier AWATAR, Emma COLLIGNON, Séverine GENC et Lina LAHLOU*

- La directive Dommages, source d'inspiration en dehors de son champ temporel et matériel  
*Muriel CHAGNY*
- Le développement durable : nouvel instrument d'application du droit de la concurrence ?  
*Anthony GIOE DE STEFANO*
- Le choc de l'électrification : vers une nouvelle distribution automobile  
*Thierry LAMBERT*

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen  
& Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble  
Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice  
de l'Union européenne

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université  
de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université  
de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR  
Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social  
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef adjoint : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 84,74 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint, 2 rue Descartes,  
95330 Domont

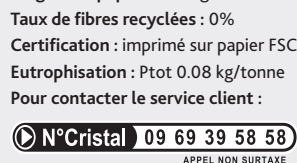
Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :



courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale  
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du  
contenu issu de la présente publication, effectuée  
sans autorisation de l'éditeur, est illicite et  
constitue une contrefaçon.

# Sommaire

## FOCUS ..... P. 4

- L'étendue des pouvoirs de saisie des agents de l'Autorité de la concurrence

Bernard BOULOC

## LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 6

- Contrôle des concentrations P. 6
- Pratiques anticoncurrentielles P. 8
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 10
- Régulation P. 12
- Commande publique P. 13

## ÉCLAIRAGE ..... P. 16

- La directive Dommages, source d'inspiration en dehors de son champ temporel et matériel

Muriel CHAGNY

## DOSSIER ..... P. 21

- L'ASSISTANCE DU FRANCHISEUR, PILIER DU SYSTÈME DE FRANCHISE

L'assistance, obligation essentielle à la charge du franchiseur P. 22

Par François-Xavier AWATAR et Emma COLLIGNON

La communication : un incontournable de l'assistance P. 27

Par François-Xavier AWATAR et Séverine GENC

La franchise participative un modèle vertueux ou dangereux ? P. 31

Par François-Xavier AWATAR et Lina LAHLOU

## ANALYSE ..... P. 37

- Le développement durable : nouvel instrument d'application du droit de la concurrence ? P. 35

Anthony GIOE DE STEFANO

- Le choc de l'électrification : vers une nouvelle distribution automobile P. 44

Thierry LAMBERT

## JURISPRUDENCE COMMENTÉE ..... P. 55

- Perquisitions en concurrence : étendue des contrôles et rôle de l'OPJ et du JLD en cours d'opération

André MARIE



Tapez des mots clés, un nom d'entreprise

La Semaine Juridique  
- édition Générale...

Recherche  
avancée

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 25 du 26 juin 2023

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### À contre-courant

N° 760 - Par Stéphane BRACONNIER

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

#### Zen soyons zen

N° 761 - Par Alice PHILIPPOT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | CONSTITUTION ET POUVOIRS PUBLICS

#### État de droit et démocratie, un équilibre fragile

N° 762 - Par Bertrand MATHIEU

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ENVIRONNEMENT

#### Les droits et libertés fondamentaux au défi de la lutte contre le réchauffement climatique

N° 763 - Par Xavier DUPRÉ DE BOULOIS

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | PROTECTION SOCIALE

#### Pension de réversion induite : risque de répétition sur 20 ans !

N° 764 - Par Alexis BUGADA

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | PRISONS

#### Les mots et les mets

N° 765 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 15 au 21 juin 2023

N° 766

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 juin 2023

N° 767

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

#### Éclairage sur la responsabilité du fait de l'électricité

N° 768 - Par Jean-Sébastien BORGHETTI

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

#### Le GRECO appelle les États européens au respect du droit d'accès à l'information

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 8 au 21 juin 2023**

N° 771

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 22 mai au 4 juin 2023**

N° 772

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

**Atteintes à la probité : petits et grands enseignements de la chambre criminelle**

N° 773 - Par Jean-Marie BRIGANT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 15 au 21 juin 2023**

N° 774

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 juin 2023**

N° 775

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INAPTITUDE

**Reclassement du salarié inapte sur un poste créé pour lui : prise en compte des préconisations du médecin du travail**

N° 776

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 15 au 21 juin 2023**

N° 777

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 juin 2023**

N° 778

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

**Harcèlement moral : abandon de l'exigence de qualification des faits par le salarié**

N° 779 - Par Bernard BOSSU

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

**Fond de l'air pollué, responsabilité de l'État engagée**

N° 780 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 15 au 21 juin 2023**

N° 781

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

**Arrêts A du Conseil d'État du 5 au 11 juin 2023**

N° 782

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JUSTICE ADMINISTRATIVE

**Caractère abusif de la rupture anticipée d'un CDD dans le contexte de la pandémie de Covid-19**

N° 784 - Par Guillaume KESSLER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

**Réflexion et innovation**

N° 785 - Par Perrine DUMAS

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine** 

L'ÉTUDE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

**Le Conseil constitutionnel, la « réforme » et le référendum**

N° 786 - Par Agnès ROBLOT-TROIZIER

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

**Droit des contrats**N° 787 - Par Paul GROSSER , Dimitri HOUTCIEFF , Grégoire LOISEAU , Georges VIRASSAMY  
et Yves-Marie SERINET[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | NEUROSCIENCES

**Le droit à l'intégrité cérébrale : un nouveau droit de l'homme ?**

N° 788 - Par Sonia DESMOULIN

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien** 

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | FAMILLE

**Circulaire de présentation des dispositions de la loi du 2 mars 2022 relative au choix du nom**

N° 789

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | EXPERTS JUDICIAIRES

**Modification de la procédure d'expertise devant les juridictions administratives et judiciaires**

N° 790

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**CNB : présentation du troisième et dernier volet de l'enquête collaborateurs**

N° 791

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**Formation des élèves-avocats : le CNB planche sur une harmonisation des programmes des CRFPA**

N° 792

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | EUROPE

**La CEPEJ se dote d'un outil de réduction des arriérés d'affaires judiciaires en Europe**

N° 793

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ENTREPRISES

**Le Gouvernement confirme la disponibilité totale du guichet unique au 30 juin**

N° 794

[Consulter le PDF](#)

Tapez des mots clés, un nom d'entreprise

La Semaine Juridique  
- Entreprise et...

Recherche  
avancée

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 26 du 29 juin 2023

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

NUMÉRIQUE

[3 QUESTIONS - Une nouvelle loi pour réguler et sécuriser l'espace numérique](#)

N° 572 - Par Anne COUSIN

ENTREPRISE

[RSE/ESG : réflexion sur l'activité du juriste d'entreprise](#)

N° 573

BIBLIOGRAPHIE

[Code de commerce 2024](#)

N° 574

BIBLIOGRAPHIE

[Travaux dirigés de droit bancaire](#)

N° 575

DONNÉES CHIFFRÉES

[Créations d'entreprises - mai 2023](#)

N° 576

### Actualités

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Le Gouvernement confirme la disponibilité totale du guichet unique au 30 juin et annonce une refonte de sa gouvernance](#)

N° 577

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Transformation numérique des PME et des ETI : Bpifrance va aider les entreprises à prendre le virage de l'IA](#)

N° 578

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

[Le projet de loi relatif à l'industrie verte adopté au Sénat](#)

N° 579

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[L'Autorité bancaire européenne publie un rapport sur les risques de BC/FT associés aux](#)

N° 581

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[IA générative : adoption d'une déclaration commune et d'un plan d'action par le G7 des autorités de protection des données](#)

N° 582

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[Contrat de prêt hypothécaire entaché de clauses abusives : le consommateur peut demander une compensation allant au-delà du remboursement des mensualités](#)

N° 583

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[SAS : validité de la clause du pacte d'associés prévoyant l'exclusion d'un associé par la cession forcée de ses actions](#)

N° 584

AFFAIRES | SÛRETÉS

[Conditions de recevabilité du recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire d'une garantie autonome](#)

N° 585

AFFAIRES | TRANSPORT

[Transport de véhicules : conditions d'opposabilité de la clause attributive de compétence à un tiers extérieur au connaissance](#)

N° 586

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Reclassement du salarié inapte sur un poste créé pour lui : de la nécessaire prise en compte des préconisations du médecin de travail](#)

N° 587

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Avantages accordés aux salariés et anciens salariés : détermination de l'assiette des cotisations sociales](#)

N° 588

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Modalités d'exonération des cotisations de sécurité sociale des sommes versées au titre d'un accord de participation](#)

N° 589

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Travail dissimulé et saisie conservatoire : précisions sur les conditions d'engagement de la procédure de « flagrance sociale »](#)

N° 590

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

[Inscription du montant net social sur les bulletins de paie à compter du 1er juillet : l'exécutif accompagne les employeurs](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Entreprises et succursales : communication d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices](#)

N° 593

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Publication de textes d'application de l'ordonnance sur la communication d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices par les multinationales](#)

N° 594

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Imposition des revenus réalisés par l'intermédiaire de structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié et présomption de détention d'un trust](#)

N° 595

[Études et commentaires](#)

AFFAIRES | SARL

[AG annuelle 2023 de SARL et approbation des comptes annuels d'une EURL](#)

N° 1196 - Par Marie SUPIOT

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

[Décisions collectives adoptées à la minorité : de la résistance des juges du fond](#)

N° 1197 - Par Benoit MARPEAU et Théo DAMOUR

AFFAIRES | ARBITRAGE

[L'urgence, condition de la compétence du juge des référés en présence d'une clause compromissoire, s'apprécie à la date à laquelle celui-ci statue](#)

N° 1198 - Par Philippe CASSON

AFFAIRES | SÛRETÉS

[Droit des sûretés](#)

N° 1199 - Par Philippe SIMLER et Philippe DELEBECQUE

AFFAIRES | COMMANDE PUBLIQUE

[Marchés publics et autorisation de mise sur le marché non encore acquise](#)

N° 1200 - Par François LICHÈRE

SOCIAL | GÉRANCE

[Immixtion de l'entrepreneur dans la gestion du gérant non salarié : requalification confirmée !](#)

N° 1201 - Par François DUQUESNE

FISCAL | CONVENTIONS FISCALES INTERNATIONALES

[Lorsque le transfert du siège social d'une société n'opère pas le transfert du centre de sa direction effective : quelles conséquences pour l'associé ?](#)

N° 1202 - Par Polina KOURALEVA-CAZALS

Tapez des mots clés, un nom d'entreprise

La Semaine Juridique  
- Entreprise et...

Recherche  
avancée

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 25 du 22 juin 2023

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

CONTENTIEUX

#### 3 QUESTIONS - L'évolution de la place de Paris dans le traitement du contentieux international

N° 545 - Par Aurélien HAMELLE

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

#### Raccourcissement des délais de paiement : la tendance s'est confirmée en 2022, malgré une conjoncture économique peu favorable

N° 546

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Guide du contentieux de la sécurité sociale 2023/2024

N° 547

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Exercices de fiscalité des entreprises 2023/2024

N° 548

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

#### Baromètre 2023 de la rémunération des cadres

N° 549

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

AFFAIRES | ARBITRAGE

#### L'irrecevabilité d'un recours en annulation de la sentence n'entraîne pas l'exequatur de celle-ci

N° 550

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSTRUCTION

#### Marché à forfait : précisions sur le paiement de travaux supplémentaires

N° 551

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

#### Contrats de services financiers conclus à distance : accord politique provisoire entre le Conseil et le Parlement

N° 552

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Ne peut bénéficier de la subrogation, le prêteur qui verse les fonds entre les mains du vendeur pour paiement du prix](#)

N° 554

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[GIE : le liquidateur ne peut agir que dans l'intérêt collectif des créanciers](#)

N° 555

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Précisions sur la détermination de l'assiette du droit de suite du créancier nanti et sur le rang de ce créancier](#)

N° 556

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Contestation de créance : mise en cause de certaines parties après l'expiration du délai pour saisir la juridiction compétente](#)

N° 557

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Insaisissabilité de droit de la résidence principale : le débiteur doit rapporter la preuve qu'il s'agit de sa résidence principale](#)

N° 558

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Sauvegarde : l'impossibilité d'agir contre la caution personne physique ne constitue pas une atteinte disproportionnée au droit d'agir du créancier](#)

N° 559

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Le dirigeant solidairement responsable avec la société d'une infraction pénale ne peut invoquer ni l'arrêt des poursuites ni les dispositions du plan de sauvegarde](#)

N° 560

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

[Interdiction de l'apposition d'étiquettes directement sur les fruits et légumes : les Sages valident les dispositions de la loi AGECE](#)

N° 561

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

[Point de départ du délai de prescription des actions en paiement entre commerçants en cas d'indication sur une facture de la date d'exigibilité des sommes](#)

N° 562

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Nouveau paquet « Finance durable » : la Commission européenne souhaite renforcer la transparence et l'accessibilité du marché](#)

N° 563

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Législation sur l'IA : les eurodéputés arrêtent leur position](#)



SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL

**Renforcement des obligations de déclaration en cas d'accident du travail mortel et de lutte contre le travail illégal**

N° 566

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

**Qualification des temps de déplacement entre l'entrée dans l'enceinte de l'entreprise et les locaux de travail**

N° 567

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

**Qualification des temps de trajet entre l'hôtel et le lieu de travail du salarié en déplacement**

N° 568

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Effectivité de l'activité d'holding animatrice et bénéfice d'exonération ISF au titre de biens professionnels**

N° 569

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

**Droit de visite domiciliaire et consentement en matière de supports informatiques**

N° 570

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

**Conformité à la Constitution des sanctions pour facture non conforme**

N° 571

[Consulter le PDF](#)**Études et commentaires** 

AFFAIRES | ENTREPRISE

**Les vicissitudes du guichet unique des formalités des entreprises**

N° 1189 - Par Suzel CASTAGNÉ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**Les usages en droit des affaires**

N° 1190 - Par Pierre MOUSSERON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

**La demande d'exequatur d'une sentence arbitrale internationale en dépit de l'arrêt des poursuites individuelles ne peut être accordée lorsqu'elle vise à en obtenir l'exécution**

N° 1191 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

**Droit bancaire**

N° 1192 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS

**La sûreté réelle consentie pour autrui n'est (toujours !) pas un cautionnement**

	La Semaine Juridique - Entreprise et...
--	--

**Recherche  
avancée**

N° 1194 - Par Gwennaél FRANCOIS

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | GARANTIES

[Entre secret et devoir de transparence : la place de l'avocat dans le système déclaratif des dispositifs transfrontières](#)

N° 1195 - Par Nicolas VERGNET

[Consulter le PDF](#)

# BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

**SOCIÉTÉS PAR ACTIONS**

Promesse unilatérale de vente : confirmation d'un revirement  
de jurisprudence rétrospectif → PAGE 19

Edmond SCHLUMBERGER

**DROIT COMMUN**

Domaine de l'imprévision : constitutionnalité de l'article L. 211-40-1  
du Code monétaire et financier → PAGE 5

Alain COURET

**DOCTRINE**

La consultation des porteurs d'obligations donnant accès  
au capital au sein des classes de parties affectées → PAGE 51

Catherine GRALITZER

# SOMMAIRE

## DROIT COMMUN

BJS202f1 • <b>Domaine de l'imprévision : constitutionnalité de l'article L. 211-40-1 du Code monétaire et financier</b>	5
Alain COURET – Cons. const., QPC, 26 mai 2023, n° 2023-1049	
BJS202d5 • <b>Les limites de la reprise d'un acte accompli pendant la période de formation</b>	8
Bruno DONDERO – Cass. 3 <sup>e</sup> civ., 30 mars 2023, n° 21-25920, F-D	
BJS202e0 • <b>Société en formation : le sort du cautionnement en cas d'absence de reprise</b>	10
Thibault de RAVEL D'ESCLAPON – CA Caen, 2 <sup>e</sup> ch. civ. et com., 30 mars 2023, n° 21/01499	
BJS202d8 • <b>Administrateur provisoire : insuffisance de la mésentente et difficultés de l'ordonnance sur requête</b>	13
Jean-Baptiste BARBIÈRI – CA Montpellier, 2 <sup>e</sup> ch. civ., 13 avr. 2023, n° 22/04674	
BJS202d4 • <b>Abus de biens sociaux : peines complémentaires</b>	15
Renaud SALOMON – Cass. crim., 19 avr. 2023, n° 22-82994, FS-B	
BJS202e1 • <b>Abus de biens sociaux : l'intérêt personnel du dirigeant</b>	16
Renaud SALOMON – Cass. crim., 19 avr. 2023, n° 21-87360, F-D	

## SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

BJS202f7 • <b>Promesse unilatérale de vente : confirmation d'un revirement de jurisprudence rétrospectif</b>	19
Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 15 mars 2023, n° 21-20399, FS-B	
BJS202d3 • <b>La décision collective est-elle indissociablement liée à la règle majoritaire ?</b>	23
Bruno DONDERO – CA Paris, 5-8, 4 avr. 2023, n° 22/05320	

## SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

BJS202e2 • <b>SARL devenue EURL : réparation intégrale du préjudice fiscal imputé à l'expert-comptable</b>	27
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 5 avr. 2023, n° 20-19276, F-D	
BJS202c8 • <b>Absence de souscription d'une assurance obligatoire : la faute séparable résiste !</b>	28
Claire-Anne MICHEL – CA Rouen, 1 <sup>re</sup> ch. civ., 29 mars 2023, n° 22/00206	
BJS202e4 • <b>Sauf circonstances exceptionnelles, la révocation du gérant ne peut être prononcée en référé</b>	30
Jean-Christophe PAGNUCCO – CA Amiens, ch. éco., 13 avr. 2023, n° 21/05976	
BJS202d9 • <b>Obligation aux dettes des associés de société civile : utiles précisions sur l'action du créancier</b>	33
Bernard SAINTOURENS – CA Nancy, 2 <sup>e</sup> ch. civ., 30 mars 2023, n° 22/00618	
BJS202f6 • <b>Recette disparue, gérant révoqué</b>	36
Bruno DONDERO – CA Poitiers, 2 <sup>e</sup> ch., 25 avr. 2023, n° 22/00108	

## RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS202d7 • **Responsabilité d'une SEL d'administrateur judiciaire** 39  
Bastien BRIGNON – Cass. com., 8 mars 2023, n° 21-23246, F-D
- BJS202d6 • **Périmètre de la mission de l'administrateur judiciaire : de l'assistance à la représentation** 41  
Bastien BRIGNON – CA Paris, 5-9, 23 févr. 2023, n° 22/13210

## CHRONIQUE

- BJS202f5 • **Droit fiscal** 44  
Sous la direction de Régis VABRES

## DOCTRINE

- BJS202e7 • **La consultation des porteurs d'obligations donnant accès au capital au sein des classes de parties affectées** 51  
Catherine GRALITZER
- BJS202e5 • **Assemblées générales de sociétés commerciales : étude des pouvoirs du juge de l'urgence** 59  
Gabriel HANNOTIN et Alba TERRADE
- BJS202e3 • **La transmission des pactes d'associés aux ordres professionnels dans les sociétés de professions libérales réglementées** 65  
Laurent GROSCLAUDE

HORS-SÉRIE

**LES NOUVEAUX DÉFIS LANCÉS****À LA GOUVERNANCE****DES SOCIÉTÉS****47<sup>e</sup> COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DROIT & COMMERCE**

24 et 25 mars 2023 - Deauville



ASSOCIATION  
**DROIT & COMMERCE**

## Gazette du Palais

Édité par Lextenso  
1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé  
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti  
Présidente du Conseil scientifique :  
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie  
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach  
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc  
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville  
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :  
Tél. : 01 40 93 40 00  
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :  
Tél. : 01 40 93 40 40  
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr  
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023  
\* Prix TTC au n° : 20 €  
+ frais de port  
\* Abonnement France (un an) :  
Journal seul : 570,74 € TTC  
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC  
Journal, recueil + table : 764,73 €  
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC  
\* Abonnement étranger (un an) :  
Journal seul : 645 €  
Journal, recueil + table : 859 €  
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr  
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097  
ISSN 0242-6331  
Dépôt légal à parution  
Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,  
53101 Mayenne CEDEX  
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres  
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),  
issus de forêts gérées durablement ;  
impact gaz à effet de serre  
pour un exemplaire : 2 386 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).  
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.  
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

## LES NOUVEAUX DÉFIS LANCÉS À LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS

### 47<sup>e</sup> colloque de l'association Droit & Commerce

#### Interventions

GPL450v4 ■ Propos d'ouverture par Vincent VIGNEAU	2
GPL450v3 ■ Allocution de bienvenue par Antoine DIESBECQ	5
GPL450n6 ■ Propos introductifs par Julia HEINICH	6
GPL451c5 ■ Intervention d'un grand témoin par Antoine METZGER	12
■ <b>L'encadrement normatif de la gouvernance</b>	
GPL449x9 Les évolutions de l'appréhension économique de la gouvernance d'entreprise par Frédéric MARTY	15
GPL449x2 Le rôle du droit souple par Odile de BROSSES	21
GPL450t8 Gouvernance d'entreprise : l'intervention du législateur, national et européen par Alain PIETRANCOSTA	26
■ <b>L'organisation et le fonctionnement de la gouvernance</b>	
GPL450s8 La composition des organes par Pierre CHEVALIER	48
GPL450p3 La diversification des conseils d'administration des sociétés cotées par Antoine GAUDEMET	54
GPL450u8 La gouvernance face aux difficultés de l'entreprise par Hélène BOURBOULOUX et Laura SAUTONIE-LAGUIONIE	58
GPL450u7 Le contrôle interne de la gouvernance par Caroline RUELLAN	64
GPL451g0 La gouvernance des sociétés : le contrôle externe par Olivier BOULON	71
■ <b>Les finalités de la gouvernance</b>	
GPL451c1 Table ronde par Matthieu BROCHIER, Catherine DELHAYE, Nathalie DUBOIS, Emmanuel MASSET, Philippe PEYRAMAURE et Didier PORACCHIA	83
GPL451c0 ■ Propos conclusifs par France DRUMMOND	95